



CSA Ministériel du 17 janvier 2025 Déclaration du SNALC

Madame la ministre, Mesdames et Messieurs les représentants de l'administration, Mesdames et Messieurs les membres élus du comité,

Le SNALC a bien noté que, selon le premier ministre, « L'éducation est à sa place, la première ». Toutefois, il ne parlait que de l'ordre protocolaire, et non de la réalité de la politique éducative menée. Cette politique, impressionnante de constance malgré les changements de visages que nous constatons tous les trois mois environ, obtient des résultats tout aussi constants : ils sont, invariablement, nuls.

Le rattrapage salarial des enseignants, objectivement sous-payés par rapport au reste de la catégorie A dans la fonction publique d'État ? Nul. La prise en compte de l'école inclusive sur les conditions de travail et d'enseignement des collègues ? Nulle. Les résultats des réformes pédagogiques menées depuis le premier quinquennat d'Emmanuel Macron ? Très nuls.

Vous arrivez dans un ministère en crise. Habituellement, le SNALC laisse le bénéfice du doute à la personne nommée aux responsabilités que vous occupez aujourd'hui, car nous jugeons les actes et non les personnes. Mais des actes, vous en avez déjà à votre actif — ou plutôt à votre passif — en tant qu'ancienne première ministre. Donc pour le SNALC, vous portez déjà une part de responsabilité dans la situation actuelle.

Avoir cautionné la nullité par le passé n'empêche pas d'en sortir. Nous attendons d'une ministre qu'elle défende ses personnels : d'autres y arrivent, mais rarement à l'Éducation nationale. Nous attendons qu'elle prenne conscience du champ de ruines qu'est aujourd'hui notre Institution, pourtant l'un des piliers de la République. Qu'elle voie le mépris avec lequel on traite les AESH, les AED. Qu'elle constate la quasi-disparition de la santé scolaire. Qu'elle admette que si telle ou telle réforme est rejetée par nos professions, ce n'est pas parce qu'elle aurait été « mal comprise », et qu'il conviendrait de faire davantage de « pédagogie ». Les spécialistes de la pédagogie, c'est nous, justement. Et nous pouvons, du haut de nos compétences professionnelles, signaler que vos prédécesseuses et prédécesseurs, ont été, dans ce domaine, légers. En revanche, sur les compétences « enfumage » et « poussière sous le tapis », le niveau monte.

Le SNALC tient à votre disposition ses analyses, ses enquêtes — par exemple sur les groupes en 6e/5e ou sur le traitement des personnels en situation de handicap. Nous jouerons notre rôle d'expert, de porte-voix de nos collègues, d'empêcheur de communiquer et de mentir en rond. Nous attendons que vous et le gouvernement auquel vous appartenez annonciez le retrait des 4 000 suppressions de postes d'enseignants — il semble que ce soit en bonne voie. Nous attendons que vous annonciez la fin du délire que constituent les 3 jours de carence : au vu de la crise actuelle, le nombre de jours de carence adapté à notre ministère, c'est zéro. Nous attendons que vous annonciez que l'on maintiendra la GIPA, y compris pour les catégories A, ainsi que l'indemnisation à 100 % des arrêts maladies. Nous attendons l'abandon du pacte et le reversement de son enveloppe dans une revalorisation salariale pour tous. Nous attendons que les collègues soient entendus sur les diverses mesures du « choc des savoirs », dont la beauté sur le papier n'a eu d'égale que la laideur des conditions concrètes de mise en œuvre.

L'École et ses personnels n'ont que faire aujourd'hui des bisbilles politiciennes, des postures et des symboles. L'École et ses personnels ont besoin de gens qui maîtrisent les dossiers, qui gagnent des arbitrages, qui voient à long terme et qui sont capables d'admettre leurs erreurs passées et d'œuvrer dans l'intérêt de notre pays. La façon dont nous avons été traités a affaibli la République. À vous de prendre vos responsabilités, Madame la Ministre. Il est encore temps de faire des choses moins nulles, et même, pourquoi pas, de bien faire.